

Bruxelles/Paris, 25 mai 2016

Economie française : enfin le vrai départ ?

- **Plusieurs indicateurs du 1^{er} trimestre (croissance, consommation, investissement) incitent à l'optimisme**
- **Seule ombre au tableau : le recul des exportations, suite au ralentissement des émergents et par manque de compétitivité**
- **Nette amélioration des défaillances (prévision de -3,2% en 2016), sauf dans le secteur du textile-habillement et en Ile-de-France**
- **Moitié des secteurs d'activité en amélioration**
- **Transport routier contraint par ses lacunes en matière de compétitivité**

Une activité soutenue par la demande interne mais fragilisée par les exportations

La période janvier – avril 2016 a été riche en signaux positifs pour l'économie française. Enclenchée en 2014, la bonne dynamique de la croissance (+0,6% au 1^{er} trimestre 2016 par rapport au 4^e trimestre 2015) est de plus en plus visible grâce à la demande interne. La progression de la consommation des ménages (+1,2%) est à son plus haut depuis 2004, alors que l'investissement a, lui aussi, surpris agréablement. Pour la première fois depuis 2012, l'investissement des entreprises devrait contribuer positivement à la croissance cette année, dopé par la baisse des charges (CICE, pacte de responsabilité) et le prix du pétrole bas. Coface prévoit une croissance de l'économie française de 1,6% en 2016 et de 1,3% en 2017.

Seul le commerce extérieur continue à pénaliser l'activité. Si au 1^{er} trimestre les importations ont progressé (+0,5%), les exportations ont reculé (-0,2%), en partie sous l'impact du ralentissement de l'activité des pays émergents, notamment, la récession attendue dans certains BRICS. Outre ce problème, plusieurs fragilités structurelles expliquent le recul de la France sur le marché mondial de l'export (3,5% depuis 2011). Le nombre d'entreprises exportatrices y est trois fois moindre qu'en Allemagne (alors que le stock d'entreprises est sensiblement similaire) et, sur dix primo-exportateurs français, trois restent à l'export un an après et seul un après trois ans.

La France souffre de la comparaison en matière de compétitivité-prix avec l'Espagne et l'Italie qui bénéficient d'un coût unitaire sensiblement plus bas. Sur le plan compétitivité-hors prix, elle est moins bien que l'Allemagne : 41% des produits exportés par la France (aéronautique, luxe, vin et défense) appartiennent au haut de gamme, contre 48% en Allemagne. A moyen terme, c'est l'investissement des entreprises qui permettra une montée en gamme mais il faudra quelques années pour rattraper le retard.

Les défaillances et le risque sectoriel entament une normalisation

La reprise de l'économie se concrétise de façon marquée par la baisse des défaillances d'entreprises et une amélioration nette du risque sectoriel.

Les défaillances d'entreprises se sont engagées dans un cycle de normalisation. Selon le modèle de prévision de Coface, en 2016 le nombre de défaillances reculera de -3,2%. A fin avril 2016 sur un an, leur nombre atteint 58 846 cas et recule de -4,3%, le coût total avoisine 3,35 milliards d'euros et baisse de -8,6%, tout comme le nombre des emplois menacés, en baisse de -2,4%. Mieux, cette tendance concerne les entreprises de toute taille et est particulièrement marquée pour les grandes entreprises (-21,5%). Le chiffre d'affaires moyen d'une entreprise défaillante baisse pour atteindre celui d'avant-crise (591 800 euros). Géographiquement, seules deux régions affichent une augmentation : le Centre (+2,9%) et l'Île-de-France (+3,0%). En Île-de-France, qui concentre 21% des défaillances au niveau national, ce pic ne peut-être qu'en partie attribué aux attentats de novembre 2015, dans la mesure où la progression des défaillances a débuté avant et concerne un grand nombre de secteurs, sans se limiter au tourisme et l'hôtellerie-restauration.

Du côté du risque sectoriel, cette tendance positive s'avère suffisante pour bénéficier à six secteurs d'activité sur douze suivis par les économistes de Coface.

- Grâce à une bonne tenue de la consommation des ménages, la distribution devient le premier secteur français à intégrer la catégorie « risque faible » ;
- Les évaluations de l'automobile, de la pharmacie (comme au niveau européen en avril dernier), de la chimie et des transports ont été améliorées en « risque moyen » ;
- Le secteur de la construction est en phase de reprise, ce qui amène Coface à le retirer de la catégorie « risque très élevé » et le reclasser en « risque élevé ».

A noter toutefois une dégradation : le secteur du textile-habillement est désormais évalué en « risque élevé ». L'habillement, qui représente 85% des défaillances du secteur (une hausse de +6% à fin avril), en est le principal responsable du fait d'une concurrence exacerbée et de la très forte croissance des ventes sur internet.

Transport routier de marchandises : un horizon bouché

Si le secteur des transports va mieux (reclassement en "risque moyen"), les perspectives du transport routier de marchandises paraissent plus incertaines à moyen terme. Dernièrement, le transport routier a pu profiter de la baisse des prix des matières premières et de la stabilisation de la demande, en lien avec la reprise dans la construction et la bonne santé du transport maritime. Les grandes entreprises (même si peu nombreuses, concentrant presque 80% de l'activité) en ont profité pour renforcer leur position, exerçant une pression concurrentielle supplémentaire sur les petites entreprises, qui ont ainsi dû répercuter les gains liés à la baisse des cours du pétrole sur les prix de vente.

Le tissu d'entreprises du secteur étant composé en majorité de petites entreprises fragiles, leur sinistralité dépend beaucoup des prochaines mesures publiques (loi Macron) en termes de salaires et de l'évolution incertaine des prix du pétrole. Même si les défaillances du secteur sont aujourd'hui en baisse, l'augmentation importante des créations en début d'année laisse présager d'un possible pic de défaillances en 2019.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CONTACTS MEDIA:

Gert LAMBRECHT – T. +32 (0)2 404 01 07 Gert.lambrecht@coface.com

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

A propos de Coface

Le Groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2015, le Groupe, fort de 4 500 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,490 Md€. Présent directement ou indirectement dans 100 pays, il sécurise les transactions de plus de 40 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 340 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

www.coface.be

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris

Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

